

# LES NOUVELLES DE L'AGRICULTURE #13

UNE PUBLICATION SEMESTRIELLE DU SPW AGRICULTURE | 1<sup>er</sup> SEMESTRE 2021  
AGRICULTURE.WALLONIE.BE

## DOSSIER LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

P. 08

LE PLAN STRATÉGIQUE PAC

ÉDITION SPÉCIALE



Lancée en 1962, la Politique Agricole Commune, la PAC, est le partenariat européen entre le secteur agricole et la société. Plusieurs objectifs sont affirmés depuis lors : soutenir les agriculteurs, leur assurer un niveau de vie décent qui répond aux attentes sociétales actuelles, préserver l'économie rurale et les zones rurales, etc.

Une Politique renouvelée tous les sept ans et qui, au vu de la crise sanitaire que nous traversons et des discussions toujours en cours au niveau européen, est en transition jusqu'en janvier 2023. La PAC, tout comme l'Agriculture, s'adapte au rythme de l'évolution des besoins économiques mais également des enjeux sociétaux et des défis environnementaux.

Afin de vous tenir informés des avancements et des décisions prises au sein des instances européennes, nous vous proposerons plusieurs numéros des Nouvelles de l'Agriculture « Spécial PAC ». Ce numéro en est le premier. Il retrace l'origine de la PAC et aborde les avancées actuelles.

Je tiens par ailleurs à vous réaffirmer toute ma détermination et ma volonté de voir cette PAC 2023-2027 répondre aux enjeux qui sont les vôtres. La PAC sera, légitimement, plus verte mais devra aussi absolument tenir compte de la réalité économique de nos exploitations. C'est ainsi qu'il est essentiel et primordial qu'elle vous garantisse un revenu décent. Nous y serons particulièrement attentifs.

La PAC devra aussi tenir compte des spécificités de notre agriculture wallonne familiale qui repose sur plusieurs modes de production parfaitement complémentaires et elle devra vous garantir la résilience face aux crises et aux chocs. Elle devra également permettre un accès à une information claire et pertinente sur les mesures mises en place : des mesures efficaces, facilement mesurables, contrôlables et simplifiées administrativement.

Enfin, au travers de cette nouvelle PAC, le rôle nourricier de l'Agriculture qui demeure sa mission première, doit être rappelé avec force et détermination comme doit l'être son rôle économique, social et environnemental. Vous êtes les pivots de l'économie circulaire et les gardiens de notre ruralité et de notre biodiversité. Tous les aspects de votre métier doivent être considérés et appréciés à leur juste valeur.

Je vous en souhaite une bonne lecture.

**Willy Borsus**

Ministre wallon de l'Agriculture

# LES **NOUVELLES** DE L'AGRICULTURE SOMMAIRE

AGRICULTURE.WALLONIE.BE

N°13 - 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2021  
Les Éditions du SPW



**04. VERS UNE PAC PLUS  
MODERNE ET PLUS  
AMBITIEUSE**

# 04

**08. LE PLAN STRATÉGIQUE PAC**

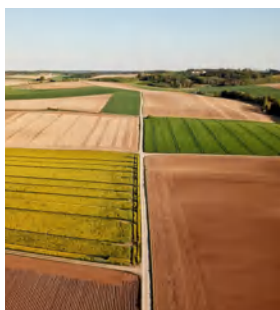
**10. LES INSTRUMENTS DE  
LA FUTURE PAC**

**14. FAIRE PLUS AVEC MOINS**

**16. PLAN STRATÉGIQUE WALLON**

**18. TRILOGUE**

**18. AGENDA PAC 2021-2027**

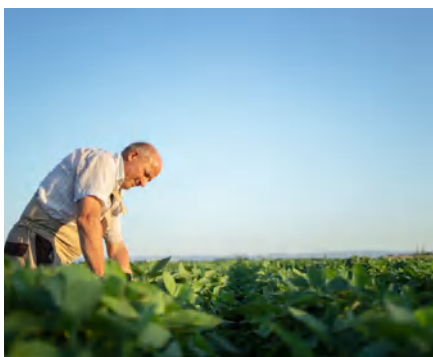


**VERS UNE PAC  
PLUS MODERNE  
ET PLUS  
AMBITIEUSE**

**08** PLAN  
STRATÉGIQUE  
PAC



# 16



PLAN  
STRATÉGIQUE  
WALLON

Magazine d'information semestriel de l'agriculture  
Édité par le SPW Agriculture – DFA CREA  
Îlot St Luc  
Chaussée de Louvain 14 | 5000 NAMUR  
Tél. 081 64 94 11

# VERS UNE PAC PLUS MODERNE ET PLUS AMBITIEUSE

Lancée il y a près de 60 ans dans l'Europe des 6 pour offrir à la population européenne une alimentation en quantité et en qualité suffisantes à des prix abordables, la PAC a considérablement évolué au fil des élargissements de l'Europe et de l'évolution des attentes des agriculteurs et des consommateurs.

Même si ses objectifs principaux restent le soutien à la production agricole ainsi que l'apport d'un revenu du travail équitable aux agriculteurs, la PAC s'est peu à peu élargie au développement rural, à la protection de l'environnement, de la biodiversité et, enfin, ces dernières années, à la lutte contre le réchauffement climatique.

Depuis près de 60 ans, la PAC soutient, encadre et accompagne l'évolution de l'agriculture wallonne ainsi que le développement de tout un secteur économique qu'est la filière agroalimentaire.

Les réglementations déterminant la PAC pour la prochaine période doivent être adoptées au niveau européen à l'automne de cette année. En raison des négociations toujours en cours, la date de début de cette réforme a été reportée au 1er janvier 2023. Un règlement transitoire a été adopté pour les années 2021 et 2022. Ce règlement prolonge la plupart des règles de la PAC qui étaient en place pendant la période 2014-2020. Cette nouvelle PAC suivra une approche davantage basée sur la subsidiarité, c'est-à-dire une plus grande autonomie des États membres pour sélectionner et mettre en œuvre les mesures qui permettront d'atteindre les objectifs spécifiques et chiffrés retenus par la PAC. La contribution de l'agriculture européenne aux grands enjeux environnementaux et climatiques du Pacte vert européen (Green Deal) sera également une ligne directrice de l'évolution de la PAC.



“

**L'AGRICULTURE  
EN WALLONIE, CE SONT  
12.733 EXPLOITATIONS  
AGRICOLES QUI GÈRENT  
PLUS DE 40% DU  
TERRITOIRE WALLON**

(DONNÉES 2019)

”



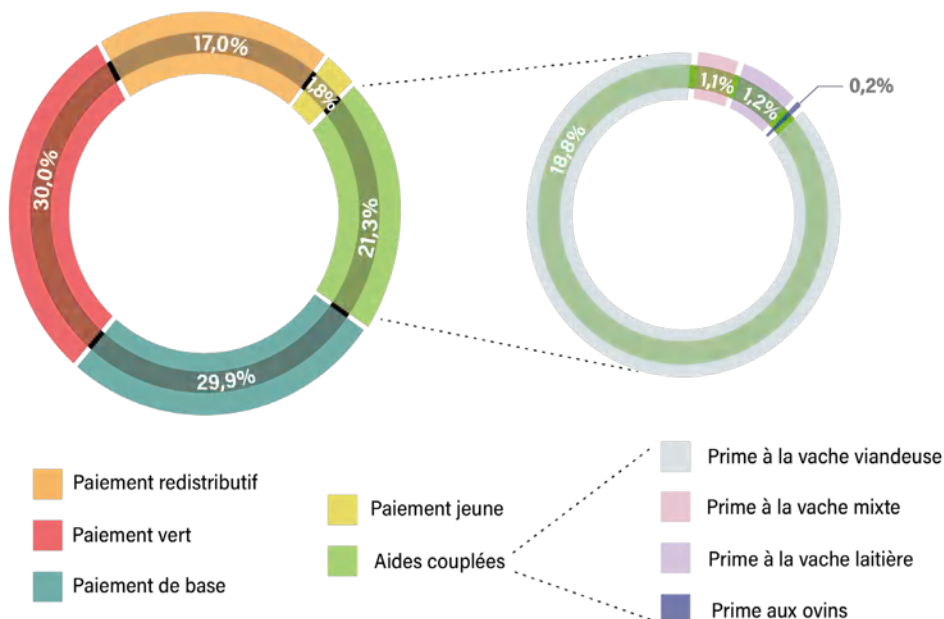
# RETOUR CHIFFRÉ SUR LA PAC 2014 – 2020 EN WALLONIE

## 1<sup>ER</sup> PILIER

### ○ Aides directes pour la programmation 2014-2020

Le budget consacré aux paiements directs en Wallonie sur la période 2014-2020 était de 2 milliards (prix constant 2018, c'est-à-dire en tenant compte d'une inflation théorique de 2%). La ligne de conduite était alors de prévoir une convergence interne des aides entre agriculteurs qui soit la plus modérée possible. Par conséquent, la Wallonie a décidé d'utiliser le mécanisme de convergence des droits au paiement de base et a appliqué un paiement vert, fonction dudit paiement de base pour chaque agriculteur.

Cette enveloppe budgétaire relative aux paiements directs a été répartie comme suit :



« Si la PAC 2014-2020 est loin d'être parfaite, il y a toutefois deux éléments qui peuvent être mis en avant. Je pense tout d'abord à l'aide aux jeunes agriculteurs dans les paiements directs. Celle-ci n'existait pas auparavant et elle a donné d'une certaine manière plus de voix à la jeune génération, tant au sein des exploitations familiales que dans les négociations sur l'évolution à donner à la PAC. Enfin, citons également le déplaçonnement du paiement redistributif qui permet, en quelque sorte, de tenir compte de la main d'œuvre active au sein des exploitations par l'augmentation du nombre d'hectares pris en compte si l'agriculteur est en association (si statut similaire à celui de chef d'exploitation). »

François GAVIRA TERRONES

Expert - SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement.

## 2<sup>EME</sup> PILIER

### ○ Aides aux investissements dans les exploitations agricoles\*

- 121,7 millions €
- 8.946 investissements financés intégralement ou en partie
- 3.730 exploitations concernées

*\*Chiffres au 31.12.19*

### ○ Aides à l'installation des jeunes agriculteurs\*

- 42,6 millions €
- 1.381 projets d'installation soutenus

*\*Chiffres au 31.12.19*

### ○ Aides à la mise en place de mesures en faveur de l'environnement et de la biodiversité\*

- 94,6 millions €
- 66.425 ha de superficie couverte par les Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC)
- 5.659 agriculteurs concernés
- 1.816 exploitations en agriculture biologique, soit 14,3 % des exploitations wallonnes

*\*Chiffres au 31.12.20*

### ○ Aides au développement des zones rurales

- 40 projets soutenus dans le domaine de la santé
- 28 projets touristiques
- 78 dossiers d'aide à l'investissement dont 11 projets de biométhanisation
- 20 Groupes d'Action Locale soutenus

Vous souhaitez en savoir davantage sur les projets qui ont été soutenus par le FEADER et la Wallonie ? Rendez-vous sur le site [www.feader-wallonie.be](http://www.feader-wallonie.be) et découvrez les projets qui façonnent la ruralité wallonne !



# LE PLAN STRATÉGIQUE PAC

---

## UN NOUVEAU MODÈLE DE GOUVERNANCE

La Commission européenne propose de simplifier et moderniser le fonctionnement de la PAC en privilégiant une politique orientée résultats et performance.

La prochaine PAC repose sur trois objectifs globaux, neuf objectifs spécifiques et un objectif transversal, tous destinés à apporter des réponses concrètes aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux actuels.





# DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES POUR UNE AGRICULTURE EUROPÉENNE PLUS ÉQUITABLE ET PLUS VERTE

3 OBJECTIFS GLOBAUX

GARANTIR DES  
CONDITIONS  
ÉQUITABLES ET UN  
AVENIR ÉCONOMIQUE  
STABLE AUX  
AGRICULTEURS

1

ÉTABLIR DES  
AMBITIONS PLUS  
ÉLEVÉES EN MATIÈRE  
D'ENVIRONNEMENT ET  
D'ACTION POUR LE  
CLIMAT

2

CONSOLIDER LE TISSU  
SOCIO-ÉCONOMIQUE  
DES ZONES RURALES

3

9 OBJECTIFS SPÉCIFIQUES



Assurer un revenu juste  
et soutenir la résilience  
du secteur



Renforcer la compétitivité



Rééquilibrer les  
rapports de force dans la  
chaîne de valeur



Lutter contre le  
changement climatique et  
s'y adapter



Gérer durablement les  
ressources naturelles



Protéger la biodiversité,  
les paysages et les  
écosystèmes



Attirer les jeunes  
agriculteurs



Redynamiser les espaces  
ruraux



Répondre aux attentes  
sociétales sur  
l'alimentation, la santé et  
le bien-être animal

1 OBJECTIF TRANSVERSAL

Encourager la modernisation, accompagner la transition  
numérique et partager le savoir et l'innovation

Chaque État membre doit élaborer un plan stratégique définissant de quelle manière il entend utiliser les outils mis à sa disposition pour répondre aux besoins spécifiques identifiés en regard des objectifs de la PAC.

« Cette nouvelle approche donne un peu plus de latitude aux États membres qui ne seront dorénavant plus contrôlés sur le strict respect des règles, mais davantage sur l'atteinte des objectifs fixés par le plan stratégique PAC. La Commission leur fournira ainsi une boîte à outils de mesures générales qu'ils pourront adapter en fonction de leurs propres besoins et du budget disponible. Nous sommes donc passés d'une obligation de moyens à une obligation de résultats. »



Vincent DAUMERIE

Directeur - Direction de la Politique  
Agricole

# LES INSTRUMENTS DE LA FUTURE PAC

Pour répondre aux trois objectifs généraux de la PAC, une série d'outils sont mis à la disposition des États membres pour aider leurs agriculteurs à devenir des acteurs à part entière de la transition économique, environnementale et sociale qui est en marche. Voici un rapide tour d'horizon des instruments de la PAC 2023-2027 et des principales évolutions attendues :

## 1 OBJECTIF - GARANTIR DES CONDITIONS ÉQUITABLES ET UN AVENIR ÉCONOMIQUE STABLE AUX AGRICULTEURS



### LES AIDES AU REVENU

Les aides au revenu demeurent un volet essentiel de la PAC. Dans ce contexte, les paiements de base continueront de se fonder sur les hectares des exploitations. La future PAC entend toutefois donner la priorité aux petites et moyennes exploitations et encourager les jeunes à exercer la profession d'agriculteur.

**Les aides proposées dans la PAC précédente sont donc maintenues, à savoir :**

- Paiement de base
- Paiement redistributif
- Paiement jeune
- Soutien couplé
- Mesures liées à l'Organisation Commune des Marchés (OCM)
- Aides aux investissements dans les exploitations agricoles
- Aides à l'installation de jeunes agriculteurs

Si le principe de ces aides n'est donc pas remis en question, les modalités d'exécution font cependant encore l'objet de discussions au niveau européen et wallon. Seul changement significatif dans l'octroi des aides directes, la disparition du paiement vert lié aux obligations du verdissement. Celles-ci seront dorénavant intégrées dans une conditionnalité renforcée.

Afin de répondre à son deuxième objectif stratégique général, l'UE a donc décidé d'apporter simplification et efficience dans son arsenal de mesures en faveur du climat et de l'environnement, c'est ce qu'elle appelle **l'Architecture verte**.

#### OCM - Un changement majeur attendu

« La Commission n'a pas présenté de nouveau règlement pour l'OCM dans la PAC post 2020. Elle propose en effet un statu quo avec le maintien d'une grande majorité des mécanismes. Seuls certains amendements ont été apportés. Ceux-ci portent notamment sur les droits et normes en matière de plantation de vignes et d'indications géographiques. La Commission supprime également les dispositions devenues obsolètes en ce qui concerne par exemple le secteur du sucre ou les restitutions à l'exportation. En revanche, une modification majeure est le transfert des régimes de soutien aux organisations de producteurs dans le secteur des Fruits & Légumes, des programmes apicoles et des programmes spécifiques à certains secteurs (vin, houblon et huile d'olive) vers le règlement 'Plan Stratégique'. Ce transfert s'accompagne de la possibilité pour chaque Etat membre d'intégrer dans son plan stratégique des 'interventions sectorielles' pour d'autres secteurs que celui des Fruits & Légumes. »

Danièle HAINE - Attachée qualifiée - Direction de la Politique Agricole

## 2 OBJECTIF - ÉTABLIR DES AMBITIONS PLUS ÉLEVÉES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT ET D'ACTION POUR LE CLIMAT



### L'ARCHITECTURE VERTE

L'Union Européenne a fixé aux États membres des objectifs ambitieux en matière d'environnement et de changement climatique afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

Relever ce défi nécessitera une modification progressive de nos modes de production et de consommation, et ce, dans tous les secteurs d'activité. A ce titre, celui de l'agriculture a un rôle à jouer, qu'il s'agisse de lutte contre le changement climatique, de protection de l'environnement ou de préservation des paysages et de la biodiversité.

Pour accompagner les agriculteurs dans cette transition de leur mode de fonctionnement, plusieurs outils sont prévus dans la nouvelle PAC au travers de ce qu'elle appelle : l'Architecture verte.

“ L'UNION EUROPÉENNE AMBITIONNE D'ATTEINDRE LA NEUTRALITÉ CARBONE EN 2050 ”

L'Architecture verte se définit comme un ensemble d'interventions qui visent la lutte contre le changement climatique, la sauvegarde des ressources naturelles et la production de la biodiversité, le tout en rémunérant les agriculteurs pour les services rendus. Elle se base sur une conditionnalité renforcée et une série d'engagements volontaires à l'échelle de l'exploitation ou de la parcelle qui peuvent être annuels ou pluriannuels en fonction du type de besoin à combler ou de l'objectif à remplir.





## L'Architecture verte résumée en trois grands points.

### ○ Conditionnalité renforcée

La conditionnalité, qui encourage les agriculteurs à se conformer aux normes strictes de l'Union européenne (UE) en matière environnementale, de santé publique, végétale et animale, se verra renforcée ; notamment par l'intégration des mesures de verdissement existantes (maintien des prairies permanentes, diversification des cultures et surfaces d'intérêt écologique). L'octroi du paiement de base sera donc conditionné au respect de normes renforcées liées aux Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales (BCAE) et Exigences Réglementaires en Matière de Gestion (ERMG).

### ○ Création des Eco-Régimes

Élément clé de la future PAC, les Eco-Régimes sont une nouvelle intervention qui envisage des paiements annuels dont l'objectif est d'inciter les agriculteurs qui prennent des mesures en faveur d'une gestion agricole plus durable.

Ce système offre une plus grande flexibilité par rapport aux paiements verts actuels, car les États membres sont libres de concevoir les Eco-Régimes en fonction de leurs besoins environnementaux et climatiques au niveau national et régional.

La mise en place d'Eco-Régimes est une obligation pour les États membres qui doivent donc réserver une partie de leur enveloppe à ces interventions. Quant à la participation des agriculteurs, celle-ci se fera sur base volontaire.

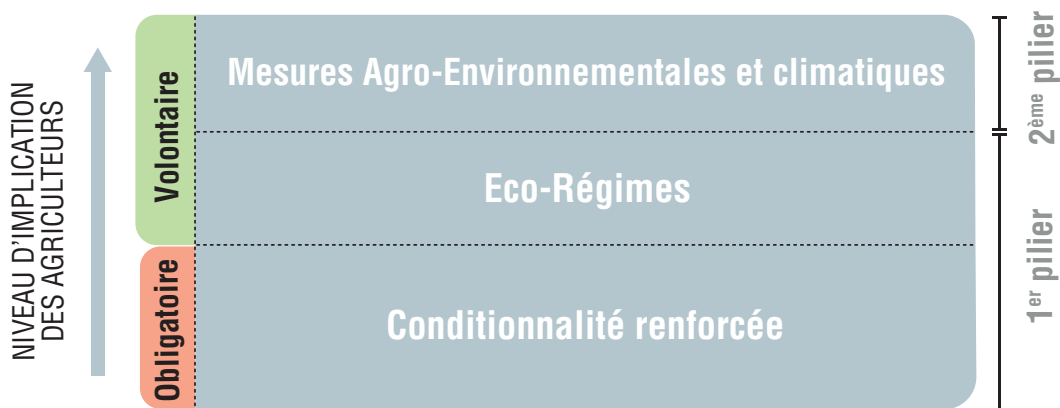
### ○ Maintien des MAEC

Le système des Mesures Agro-Environnementales et Climatiques existant est maintenu dans sa majorité. Il peut être vu comme la suite logique des Eco-Régimes, d'une part car les mesures proposées aux bénéficiaires sont plus ambitieuses et nécessitent donc un investissement personnel à long terme, et d'autre part, car il s'agit ici d'engagements avec un niveau d'exigence différent ou plus élevé.

« L'architecture verte se fonde sur quatre principes directeurs : renforcement, simplification, cohérence et continuité. L'objectif est d'intégrer la notion de protection de l'environnement et de la biodiversité de manière transversale dans tous les systèmes d'aides, qu'ils soient directs ou indirects, obligatoires ou volontaires. Les mesures se complètent et se renforcent ainsi mutuellement. »



**Alvaro PEREZ RUIZ**  
Attaché qualifié - Direction de  
la Politique Agricole



## 3 OBJECTIF - CONSOLIDER LE TISSU SOCIO-ÉCONOMIQUE DES ZONES RURALES

La future PAC continuera d'encourager l'essor des zones rurales par les mesures du second pilier de la PAC.



### LES MESURES DU SECOND PILIER DESTINÉES À SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DES ZONES RURALES

Les programmes de développement rural comprennent des dispositifs d'aides permettant d'accompagner l'investissement dans les industries agroalimentaires, la formation ou l'appui technique auprès des agriculteurs, ainsi que le développement de la filière forêt-bois.

Ces programmes permettent aussi d'encourager l'innovation dans les territoires ruraux, de soutenir leur attractivité, de favoriser la création d'activités et d'emplois en milieu rural. Ils soutiennent également des actions permettant de renforcer les liens sociaux et de construire des projets collectifs, en particulier les projets entrant dans le cadre de l'approche LEADER.

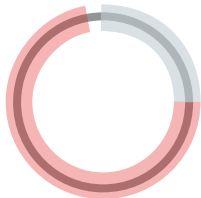
“ L'ARCHITECTURE VERTE  
SE FONDE SUR QUATRE  
PRINCIPES DIRECTEURS :  
RENFORCEMENT,  
SIMPLIFICATION, COHÉRENCE  
ET CONTINUITÉ ”



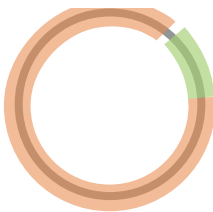
# FAIRE PLUS AVEC MOINS

Alors que les défis pour le secteur agricole ne cessent de se multiplier, les budgets européens de la nouvelle PAC se sont vus diminués.

## RÉPARTITION BUDGÉTAIRE DE LA PAC 2021-2027 AU NIVEAU UE

- 
Politique agricole commune (PAC) : **336,4 milliards €**
- Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) : **258,6 milliards €**
- Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) : **77,8 milliards €**

## RÉPARTITION BUDGÉTAIRE DE LA PAC 2021-2027 EN WALLONIE

- 
PAC : **1.928,5 millions €\***
- Paielements directs : **1.652,4 millions €** (diminution de 17,5% par rapport à la période précédente)
- 2<sup>ème</sup> pilier: **276,1 millions €** (augmentation de 2,5% par rapport à la période précédente)

Au niveau wallon, les montants alloués aux paiements directs et au 2<sup>ème</sup> pilier de la PAC pour la période 2021-2027 s'élèvent à 1.928,5 millions €\*, soit une diminution globale de 15,1 % par rapport à la période 2014-2020.

Consciente des enjeux du secteur, tels que la garantie d'un revenu agricole décent, la défense des petites et moyennes exploitations familiales et le développement des pratiques agroécologiques, qui font partie intégrante des priorités mentionnées dans la Déclaration de Politique Régionale, l'administration wallonne, avec l'ensemble des parties prenantes, travaillent d'autant plus assidûment sur ces problématiques dans le cadre de la définition du plan stratégique wallon de la future PAC.

\* Montants exprimés en prix constants 2018, c'est-à-dire en tenant compte d'une inflation théorique de 2%





**“ AU NIVEAU EUROPÉEN,  
LE BUDGET DÉDIÉ À  
LA PAC 2021-2027 EST DE  
336,4 MILLIARDS € \*, SOIT  
UNE DIMINUTION GLOBALE DE  
12,2% PAR RAPPORT À LA  
PÉRIODE 2014-2020 ”**

# PLAN STRATÉGIQUE WALLON

L'Union européenne demande à ses États membres d'élaborer un Plan Stratégique PAC national (ou régional en ce qui concerne la Belgique) couvrant la période 2023-2027. Chaque État membre doit y définir la manière dont il compte utiliser les instruments de la PAC sur base d'une analyse de sa situation et de ses besoins. Le but étant d'atteindre les objectifs spécifiques de la PAC.

*« A ce jour, nous travaillons d'arrache-pied à la réalisation du Plan Stratégique Wallon (PSW) afin de tenir les délais serrés imposés par l'Union européenne. Le PSW doit en effet être déposé sur la table de la Commission pour le 31.12.21. Nous avons d'ores et déjà finalisé l'étape du diagnostic et sommes actuellement en train de définir la stratégie d'intervention, en*

*collaboration étroite avec les différents acteurs du secteur. Les outils proposés sont en cours de rédaction et leur impact budgétaire est à l'analyse. »*

**Vincent DAUMERIE**  
Directeur - Direction de la Politique  
Agricole



# UNE MÉTHODOLOGIE EN 7 ÉTAPES

## EVALUATION DES BESOINS ET IDENTIFICATION DES PRIORITÉS

01

Cette phase consiste en la réalisation d'un diagnostic général du secteur agricole, agroalimentaire, forestier et rural. Sur base des résultats obtenus, la Wallonie doit identifier les besoins du secteur et les hiérarchiser afin de déterminer les actions à mener en priorité.

## DÉFINITION DE LA STRATÉGIE D'INTERVENTION

La Wallonie est ensuite invitée à décrire les moyens qu'elle compte mettre en place pour atteindre les objectifs définis. Cette stratégie d'intervention comprend une description précise des mesures privilégiées parmi les outils proposés, des résultats attendus et des mesures de simplification et de réduction de la charge administrative mises en place pour les bénéficiaires

02

## DÉFINITION DES ÉLÉMENTS COMMUNS À PLUSIEURS INTERVENTIONS

03

Cette étape a pour objectif de garantir la cohérence du Plan Stratégique à l'échelle du territoire.

## DESCRIPTION DES INTERVENTIONS

Pour chacun des moyens prévus à l'étape 2, la Wallonie doit apporter toute une série de précisions : champ d'application, conditions d'admissibilité, montants octroyés ...

04

## RÉALISATION D'UN PLAN CIBLE ET D'UN PLAN FINANCIER

05

Cette étape consiste en la réalisation de tableaux chiffrés récapitulatifs, sorte d'outil de pilotage du Plan Stratégique Wallon.

## DÉFINITION DU SYSTÈME DE GOUVERNANCE ET DE COORDINATION

Ce système a pour objectif de définir le rôle de chacun des acteurs du plan ainsi que les règles qui prévaudront à la bonne coordination du travail de chacun.

06

## DÉFINITION DES OUTILS DE MODERNISATION DE LA PAC

07

Cette étape consiste en la définition des outils proposés aux agriculteurs pour les accompagner et les conseiller dans la mise en œuvre des différentes mesures.



# LE TRILOGUE

La réforme de la PAC en est à l'étape des trilogues. Il s'agit de négociations spéciales qui réunissent des représentants du Parlement européen, du Conseil et de la Commission. Ils préparent ensemble un compromis qui peut ensuite être adopté formellement par le Parlement et le Conseil. Les trilogues servent donc à faciliter la confection des lois par les co-législateurs.

Les trilogues sur la future PAC ont débuté en novembre 2020 pour se clôturer fin mai 2021.

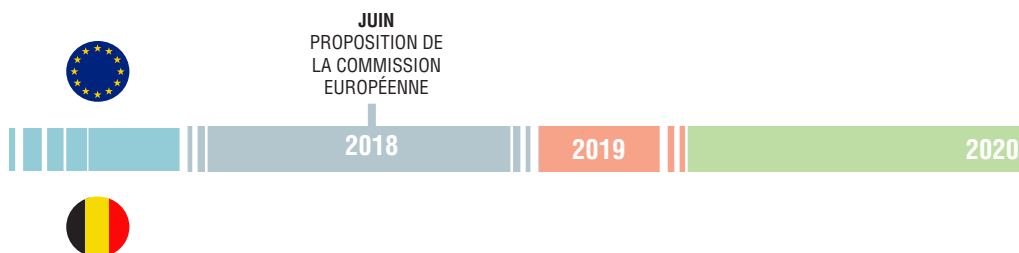
« Alors que les travaux menés par l'Union européenne tardent à aboutir et que le règlement Plan Stratégique PAC n'est pas encore adopté à l'échelle de l'Union européenne, la Wallonie doit travailler à la définition de son Plan Stratégique Wallon. Ce travail réalisé en parallèle est peu confortable et particulièrement contraignant. Nous devons en effet construire une stratégie sur base d'un socle qui n'est pas encore validé par les instances européennes. Naviguer à vue est assez complexe, mais les délais sont là et nous mettons tout en œuvre pour être prêts dans les temps. »

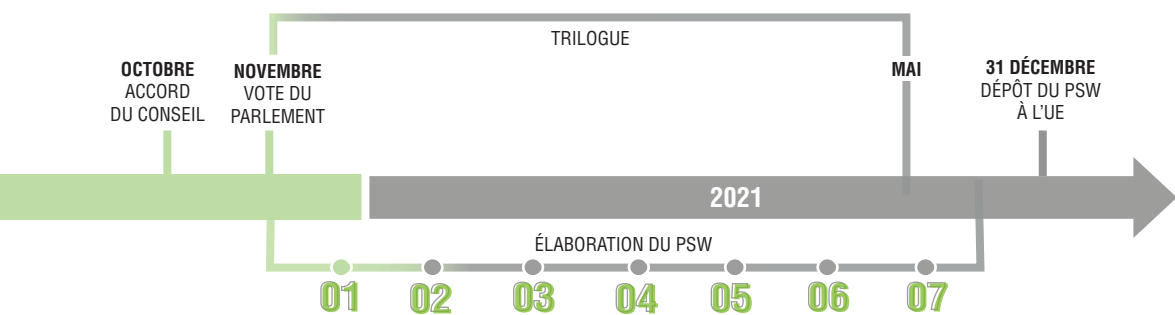


**Steve BRAEM**

Attaché qualifié – Département des Politiques européennes et des Accords internationaux

## AGENDA DE LA PAC 2021-2027







LE PRÉSENT DOCUMENT A UNE VALEUR INDICATIVE ET NE PRÉJUGE EN RIEN DE L'APPLICATION DES LÉGISLATIONS EN LA MATIÈRE.

Conformément à la réglementation en matière de protection des données, à la convention conclue avec PAConWeb et à l'intérêt légitime du SPW de vouloir informer l'ensemble des agriculteurs wallons qui bénéficient de la PAC, vos coordonnées ne seront utilisées, par la direction fonctionnelle et d'appui (DFA) du Service public de Wallonie (SPW ARNE), qu'en vue de vous envoyer notre magazine 'Les nouvelles de l'Agriculture' et pour réaliser des statistiques anonymes relatives à votre satisfaction du produit ou au profil de nos abonnés.

Ces données ne seront ni vendues ni utilisées à des fins de marketing. Ces données de contact seront conservées aussi longtemps que vous n'informez pas nos services de votre volonté de ne plus figurer dans notre base de données, par mail à [infoportail.dgarne@spw.wallonie.be](mailto:infoportail.dgarne@spw.wallonie.be) ou par voie postale à l'adresse : SPW Agriculture, DFA, À l'attention de M. Sébastien Deschamps (0496/87.62.87), Chaussée de Louvain, 14 à 5000 NAMUR. Aucune de vos données ne sera communiquée à un autre service du SPW ou à des tiers.

Vous pouvez également demander à faire rectifier ou effacer vos données, limiter ou vous opposer au traitement en contactant le responsable du traitement aux adresses reprises ci-dessus. Pour plus d'information sur la protection des données à caractère personnel et vos droits, rendez-vous sur le portail de la Wallonie.

Pour toute question relative à la protection des données, le délégué à la protection des données du Service public de Wallonie, Olivier EVRARD, en assurera le suivi par mail à [protectiondesdonnees@spw.wallonie.be](mailto:protectiondesdonnees@spw.wallonie.be) ou par voie postale à l'adresse : SPW, Département des Affaires juridiques, À l'attention du Délégué à la protection des données, Olivier EVRARD, Place de la Wallonie, 1 à 5100 JAMBES.

Enfin, si dans le mois de votre demande, vous n'avez aucune réaction du SPW, vous pouvez contacter l'Autorité de protection des données pour introduire une réclamation par mail à [contact@apd-gha.be](mailto:contact@apd-gha.be) ou par voie postale à l'adresse : Rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE  
AGRICULTURE RESSOURCES NATURELLES ENVIRONNEMENT (ARNE)  
DIRECTION FONCTIONNELLE ET D'APPUI (DFA)  
COMMUNICATION EN RESSOURCES NATURELLES, EN ENVIRONNEMENT ET EN AGRICULTURE (CREA)

CHAUSSÉE DE LOUVAIN, 14 – 5000 NAMUR  
TÉL : +32 (0)81 64 96 24 | FAX : +32 (0)81 64 95 55